



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 28/04/15

Reçu en Préfecture le : 28/04/15
CERTIFIÉ EXACT,

Séance du lundi 27 avril 2015
D - 2015/173

Aujourd'hui 27 avril 2015, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Virginie CALMELS, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Didier CAZABONNE, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Fabien ROBERT, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Brigitte COLLET, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Stephan DELAUX, Monsieur Marik FETOUH, Madame Laurence DESSERTINE, Madame Magali FRONZES, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Joël SOLARI, Madame Ana maria TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Monsieur Benoît MARTIN, Monsieur Gérald CARMONA, Madame Anne WALRYCK, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Madame Maribel BERNARD, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Yohan DAVID, Monsieur Edouard du PARC, Madame Sandrine RENO, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Marc LAFOSSE, Monsieur Yassine LOUIMI, Madame Solène CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Jacques COLOMBIER, Madame Catherine BOUILHET,

Excusés :

Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Mariette LABORDE, Mme Laetitia JARTY ROY, Monsieur Vincent FELTESSE

Compte rendu de la délégation relative aux actions en justice.

Monsieur Nicolas FLORIAN, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut charger le maire, par délégation, d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal.

Dans ce cadre, le conseil a donné délégation au maire, par délibération D-2014/177 du 4 avril 2014 pour agir ou défendre devant toutes juridictions compétentes et dans le cadre de toute instance (première instance, appel, cassation) jusqu'au parfait règlement du litige

En application de l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, un compte rendu des décisions est joint.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 27 avril 2015

P/EXPEDITION CONFORME,

Monsieur Nicolas FLORIAN

Affaires traitées 2013	Etat de l'affaire
URBANISME	
M. et Mme BOUVIER c/ Commune de Bordeaux - Requête pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°033 063 12 Z0302 délivré le 3 août 2012 à Monsieur David DUFOUR pour la construction d'une maison individuelle sur un terrain sis 25 rue Savigné-Chanteloup	Jugement du 3 avril 2014 rejetant la requête
M. et Mme BOUVIER c/ Commune de Bordeaux - Requête en référé tendant à la suspension du permis de construire n°033 063 12 Z0302 délivré le 3 août 2012 à Monsieur David DUFOUR pour la construction d'une maison individuelle sur un terrain sis 25 rue Savigné-Chanteloup	Ordonnance du 6 février 2013 rejetant la demande de suspension
M. et Mme LOUBET c/ Commune de Bordeaux - Requête pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 11 Z0671 délivré le 12 juillet 2012 à la SARL FONCIERE VAILLANT pour la construction d'une résidence hôtelière sur le terrain sis 83, Cours Edouard Vaillant	Ordonnance du 17 mars 2014 donnant acte du désistement des requérants
M. Christophe LE BRUCHEC c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 12 Z0105 délivré le 4 juin 2012 à la SA DOMOFRANCE pour la démolition totale et la construction d'un collectif de 7 appartements et d'un local commercial sur le terrain sis 20 à 26 rue Leupold	Jugement du 23 octobre 2014 annulant la décision attaquée
Mme Dominique VIENT c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 10 Z0866 délivré le 29 mars 2011 à la SCI BLAISE PASCAL pour la reconstruction à l'identique d'un bâtiment démoli sur le terrain sis 7, rue Blaise Pascal	Jugement du 17 avril 2014 rejetant la requête
M. et Mme LE GARREC c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de non opposition à la DP 033 063 12 Z1100 du 28 août 2012 et au démontage du dispositif visé par la DP au profit de l'OGEC Albert le Grand sis au 189 rue Saint Genès à Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif

<p>Mme Annette ZEIDENBERG c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de Pouvoir tendant à l'annulation de la décision par laquelle le Maire de Bordeaux a autorisé la Société AREMA à construire un pylône électrique au droit de la maison d'habitation de Mme ZEIDENBERG sise au 5 rue Rosny à Bordeaux Caudéran (33200) pour le compte d'ERDF</p>	<p>Ordonnance du 19 juillet 2013 donnant acte du désistement de la requérante</p>
<p>M. Alain Jean GARCIA c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision rejetant la réclamation préalable sollicitant décharge des taxes d'urbanisme afférente aux travaux non autorisés créant dans l'immeuble sis aux 31-33 rue Catulle MENDES (33800) 90 m² de SHON sans autorisation préalable et ayant fait l'objet d'un procès verbal n° PV 033 063 11 Z 0104.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>M. Gérard BERGINE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'opposition à déclaration préalable du 10 septembre 2012 et de la décision de rejet du recours gracieux contre cette opposition, concernant la maison individuel de M. Gérard BERGINE sise 29 allée Louvois à Bordeaux (33200).</p>	<p>Jugement du 6 mai 2014 annulant la décision attaquée</p>
<p>M. Philippe BOURGLAN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la déclaration préalable N° 12Z1364 du 21 août 2012 délivré à Mme AHASPE pour un rehaussement en maçonnerie de pierre du mur mitoyen de la terrasse d'une maison sise 28, rue Saint Nicolas</p>	<p>Jugement du 4 décembre 2014 rejetant la requête</p>
<p>M. Philippe BOURGLAN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la déclaration préalable N° 12Z1597 du 5 octobre 2012 délivré à Mme AHASPE pour une édification d'un mur de terrasse d'une maison sise 30 et 32, rue Saint Nicolas</p>	<p>Jugement du 4 décembre 2014 rejetant la requête</p>
<p>Monsieur Alain GENDRE c/ Ville de Bordeaux - Appel du jugement du 14 février 2013 par lequel le Tribunal Administratif a rejeté sa demande tendant à l'annulation du permis de construire n°10Z0870 délivré le 30 mars 2011 à Mme DUPIN pour l'extension d'une habitation au 80 rue Bernard Adour.</p>	<p>Arrêt du 2 octobre 2014 rejetant la requête</p>
<p>Monsieur Yannick SOULIE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté d'opposition rendu le 15/10/2012 par lequel le Maire s'est opposé à la déclaration préalable n° 12Z1795 délivré à M. SOULIE concernant une réhabilitation et extension d'un appartement sis 19 rue des Trois Conils.</p>	<p>Jugement du 4 décembre 2014 rejetant la requête</p>

<p>SCI 70 rue Abbé de l'Epée c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté du 31 décembre 2012 par lequel M le Maire a accordé le permis n° 12Z0608 délivré à la DFG IMMOBILIER pour la construction d'une maison de ville - Travaux de démolition sise 19 rue Castéja.</p>	<p>Ordonnance du 11 septembre 2013 donnant acte du désistement de la requérante</p>
<p>M. et Mme Eric ORDONNEAU c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation à la déclaration préalable n° 12Z0473 du 12/09/2012 concernant une surélévation d'une habitation sis 40, bld Albert Brandenburg</p>	<p>Jugement du 4 décembre 2014 rejetant la requête</p>
<p>Monsieur Jean-Pierre DUBOIS c/ Communauté Urbaine de Bordeaux - Recours en annulation du titre de recettes émis par la CUB le 25 juillet 2012 pour un montant de 32.832,68€ au titre de la participation pour non réalisation d'aires de stationnement, ainsi que la déclaration préalable n°11Z1076 autorisant le changement de destination des logements de M. DUBOIS sis 1 rue Jean Dandicolle.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Madame Isabelle PASSA épouse BELLON c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 12Z0635 délivré le 14 janvier 2013 à Monsieur Olivier LAMBERT pour la démolition d'une habitation et construction d'une maison de ville sise 54 rue Robert d'Ennery</p>	<p>Désistement.</p>
<p>Monsieur et Madame Philippe SCIPION c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 12Z0611 délivré le 11 février 2013 à EURL Kaufman et Broad Aquitaine pour la démolition de la construction existante sur un terrain situé au 34 rue des Pins Francs et pour la construction de 23 logements sur deux bâtiments</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Monsieur et Madame Hubert LATOUR c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 12Z0404 délivré le 12 février 2013 à la SARL SAFRAN IMMOBILIER pour la construction d'un immeuble de 44 logements et de locaux d'activités sur un terrain situé au 274 avenue République</p>	<p>Ordonnance du 9 septembre 2013 donnant acte du désistement des requérants</p>
<p>Monsieur Marc LABARDIN c/ Communauté Urbaine de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 98Z0264 délivré le 12 octobre 1998 à la SCI ESPACE RODESSE B.H. pour la construction d'une résidence de tourisme meublée avec services para-hôteliers sur un terrain situé rue Nicot, Belleveille, Dandicolle, Lecocoq 33000 Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>

M. et Mme BAHANS c/ Ville de Bordeaux - Requête en référé tendant à la suspension de la décision de non opposition à la déclaration préalable n°12Z2289 délivrée à M. FUENTES pour la réalisation d'une toiture terrasse sur son immeuble sis 16 rue Albert-de-Mun.	Ordonnance du 7 juin 2013 donnant acte du désistement des requérants
M. et Mme BAHANS c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de non opposition à la déclaration préalable n°12Z2289 délivrée à M. FUENTES pour la réalisation d'une toiture terrasse sur son immeuble sis 16 rue Albert-de-Mun.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Société BETONS de Bordeaux c/ Commune de Bordeaux - Appel du jugement du 14 mars 2013 rejetant la requête de la Société BETONS de Bordeaux tendant à l'annulation de la décision du 6 octobre 2010 prononçant la caducité	Affaire pendante devant la Cour Administrative d'Appel
M. et Mme Guy VEZIN c/ commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 12Z0500 du 25 octobre 2012 accordé à la Société ALDIN pour le construction d'un immeuble collectif sur une parcelle sise 47-49 rue Caillou.	Ordonnance du 17 mars 2014 constatant le non lieu à statuer sur la requête au vu du retrait de l'acte attaqué
Ville de Bordeaux c/ Monsieur Gérard LAFOURCADE - Appel du jugement du 7 mai 2013 par lequel le Tribunal Administratif a annulé le permis de construire n°10Z0315A accordé le 12 janvier 2011 à Mme PAPILLAUD pour la construction d'un abri de jardin sur une parcelle sise 24 rue Falquet.	Affaire pendante devant la Cour Administrative d'Appel
Mme LABENNE- BATAILLEY épouse LANDETE c/ Ville de Bordeaux- Recours pour excès de pouvoir contre la décision de la Ville de Bordeaux en date du 5 avril 2013 - legs, concession funéraire	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
M. Jean-François HAUTIN c/ Ville de Bordeaux - Recours contre décision d'opposition à une déclaration préalable n° 12Z1213 concernant des travaux de mise en peinture de la maison sise 2, rue blanche	Jugement du 4 décembre 2014 rejetant la requête
Madame VERON-AUGERAUD c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 11Z0184 délivré le 26 avril 2011 à la SNC Les Coutelliers pour la construction d'une école hôtelière sur un terrain sis 4, cours du Médoc à Bordeaux	Ordonnance du 20 mai 2014 donnant acte du désistement des requérants
M. et Mme Franck MATHET c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 12Z0404 accordé le 12 février 2013 à la SARL SAFRAN IMMOBILIER pour la construction d'un immeuble de 44 logements sur un terrain sis 274 avenue de la République	Ordonnance du 25 novembre 2013 donnant acte du désistement des requérants

<p>Madame VERON-AUGERAUD c/ Ville de Bordeaux - Requête en référé tendant à la suspension du permis de construire n° 11Z0184 délivré le 26 avril 2011 à la SNC Les Coutelliers pour la réalisation d'une école hôtelière et la démolition d'un bâtiment au 4, cours du Médoc</p>	<p>Ordonnance du 25 juillet 2013 prononçant la suspension du permis de construire attaqué</p>
<p>Monsieur Guy MERCIER c/ Ville de Bordeaux - Appel du jugement du 23 mai 2013 par lequel le Tribunal Administratif a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 4 juillet 2011 refusant le permis de construire n°11Z0154 relatif à la construction, après démolition préalable, de deux logements sur une parcelle sise 2, rue de l'Entre Deux Murs</p>	<p>Arrêt du 13 novembre 2014 rejetant la requête</p>
<p>Monsieur Jean-François BORDAS c/ Ville de Bordeaux - Appel du jugement du 23 mai 2013 par lequel le Tribunal administratif de Bordeaux a rejeté son recours tendant à l'annulation du permis de construire n°10Z0528 délivré le 25 octobre 2010 à la société AMEN PROMOTION pour la construction, après démolition du bâtiment existant, d'un immeuble collectif sur un terrain sis 35 rue Cage Verte</p>	<p>Arrêt du 18 décembre 2014 annulant le jugement du Tribunal Administratif et le permis de construire attaqué</p>
<p>Mme Paulette POYARDON VEUVE LANNEGRAND C/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 13Z0025 du 16 avril 2013 portant sur un projet de surélévation de la maison de M. Luc BAGGIO sis 2 rue Barthélémy</p>	<p>Ordonnance du 24 septembre 2014 donnant acte du désistement de la requérante</p>
<p>M. et Mme Philippe SCIPION c/ Commune de Bordeaux - Recours contre l'arrêté de transfert n° PC 033063 12 Z0611 du 3 mai 2013 du permis de construire accordé le 11 février 2013 à l'EURL KAUFMAN & BROAD AQUITAINE pour la construction de logements sur un terrain sis 34 rue des Pins Francs</p>	<p>Ordonnance du 12 août 2014 prenant acte du désistement des requérants</p>
<p>Monsieur Pascal POUILLOUX c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 12Z0705 accordé le 28 février 2013 à l'OPH Aquitanis pour la construction de logements sociaux sur un terrain sis 102 avenue Emile Counord</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>SNC LES COUTELIERS c/ Monsieur et Madame VERON-AUGERAUD - Pourvoi en cassation contre l'ordonnance du 25 juillet 2013 par laquelle le juge des référés du Tribunal Administratif a fait droit à la demande de suspension du permis de construire n°11Z0184 accordé le 26 avril 2011 à la SNC Les Coutelliers pour la construction d'une école hôtelière au 4 cours du Médoc</p>	<p>Arrêt du 6 juin 2014 rejetant le pourvoi en cassation</p>

M. et Mme Guy VEZIN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire modificatif n° 12Z0500A accordé le 4 juillet 2013 à la société ALDIM pour la construction d'un immeuble collectif sur un terrain sis 47-49 rue caillou	Ordonnance du 17 mars 2014 prononçant le non lieu à statuer compte tenu du retrait de l'acte attaqué
COMMANDE PUBLIQUE	
Société SITA SUD-OUEST c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel - Marché public relatif à la collecte, transport et valorisation des déchets de l'activité du service propreté de la Ville de Bordeaux	Ordonnance du 21 novembre 2013 - Annulation de la procédure de passation du marché public au stade de l'examen des offres.
EURL DE LIMA c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel - Lot n°2 du marché de réaménagement de la place Saint Michel	Ordonnance du 28 mai 2013 - Rejet de la requête
CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES GEOMETRES TOPOGRAPHES c/ Ville de Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
REFERE	
M. Rachid JEBLI c/ Entreprise PORTE TP et autres - Accident du 5 février 2010 rue Sainte Colombe - Référé aux fins de désignation d'un expert	Ordonnance en date du 7 février 2014 Rejet de la requête en référé de M. JEBLI
Ville de Bordeaux c/ Société AMSON et autres - Désordres affectant les fonds de bassin de la Piscine du Grand Parc	Procédure en cours.
Ville de Bordeaux c/ SNC Brochon Puy-Paulin - Auditorium - Référé expertise	Procédure en cours.
Ville de Bordeaux c/ Société ING Les Terrasses d'Armagnac - Gymnase Armagnac - Référé expertise	Procédure en cours.
SAS BRAGATO HDC c/ Ville de Bordeaux et autres - Référé préventif avant travaux de construction d'un ensemble immobilier sis rue Détrois - 33200 Bordeaux	Rapport d'expertise déposé le 03/06/2013
SA Bouygues Immobilier c/ Ville de Bordeaux et autres - Référé préventif avant travaux de construction d'un programme immobilier de logement sis rue des Etrangers/ Rue de Gironde - Quai du Maroc à Bordeaux.	Ordonnance en date du 25 mars 2013 désignant un expert
Ville de Bordeaux c/ SCI STEEVE - Référé Préventif avant travaux de démolition- Aménagement du Jardin des Remparts.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 26 juillet 2013 nommant un expert aux fins de constater l'état des immeubles mitoyens.
Ville de Bordeaux c/ DUC et autres - Référé préventif avant travaux d'aménagement de la Place André Meunier.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 25 novembre 2013 nommant un expert aux fins de constater l'état des immeubles mitoyens. Expertise en cours

Référé - Autorisation à pénétrer aux fins de procéder aux travaux nécessaires à la mise en sécurité de l'immeuble 135 rue Kléber - Bien sans maître	Ordonnance en date du 12 aout 2013 faisant droit à la requête de la Ville.
SA Bouygues Immobilier c/ Ville de Bordeaux et autres - Référé préventif avant travaux de construction d'un programme immobilier de logement ilot B sis SA 34-44-40-63 rue des Etrangers/ Rue de Gironde - Quai du Maroc à Bordeaux.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 23 septembre 2013 nommant un expert aux fins de constater l'état des immeubles mitoyens.
SA HLM DOMOFRANCE c/ Ville de Bordeaux - Référé préventif avant travaux de construction d'un immeuble collectif sis 59 rue de la Benaugue à Bordeaux.	Ordonnance du 25 /11/2013 désignant un expert
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur Jacques ASSAYAG Référé - Autorisation de pénétrer aux fins de réaliser les travaux d'office de sécurité aux frais avancés du propriétaire suite à un arrêté de Péril imminent - 73 rue Faures à Bordeaux	Ordonnance en date du 24 février 2014 faisant droit à la requête de la Ville.
Département de la Gironde c/ Ville de Bordeaux et autres - Référé préventif dans cadre des travaux de reconstruction du collège Cheverus	Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 23 janvier 2013 nommant un expert aux fins de constater l'état des immeubles mitoyens. Rapport déposé.
CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE c/ Ville de Bordeaux et autres - Référé Préventif avant travaux de reconstruction du Collège CASSIGNOL sis 62 rue Laroche et 62 rue Laseppe.	Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 4 avril 2013 nommant un expert aux fins de constater l'état des immeubles mitoyens.
Monsieur Marin DINULESCU c/ Ville de Bordeaux - recours en annulation contre la décision de rejet du 13 mars 2013 et à titre subsidiaire contre les décisions du 28 novembre 2012 (constat d'infraction et avis de sommes à payer)	Ordonnance du Tribunal Administratif du 17 octobre 2013 rejetant la requête.
Madame PROCA c/ Ville de Bordeaux - recours en annulation contre la décision de rejet du 13 mars 2013 et à titre subsidiaire contre les décisions du 28 novembre 2012 (constat d'infraction et avis de sommes à payer)	Ordonnance du Tribunal Administratif du 17 octobre 2013 rejetant la requête.
Ville de Bordeaux c/ SAS FINANCIERE ET COMMERCIALE F.I.B. - Quai de Queyries face au n°105 - Procédure d'expulsion d'un occupant sans droit ni titre du domaine public	Ordonnance du Tribunal Administratif du 21 février 2013 faisant droit à la requête de la Ville.
Référé - Autorisation à pénétrer aux fins de vérifier l'absence désordres apparents dans un local commercial - 37 cours Aristide Briand en vue de lever un péril ordinaire.	Procédure abandonnée. Règlement à l'amiable.
Ville de Bordeaux c/ IN CITE - Péril imminent 29 place Meynard - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 4 février 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.

<p>Ville de Bordeaux c/ CUB, PARCUB, M. BASSIERE, Mme HAISSAGUERRE, M. DRIGNON, M. GANGNEBIEN, M. JAVERZAC, M. NOEL, M. AMEN, M. AUSCHITZKY et M. TONNET - Péril imminent - Mur de clôture 118 à 134 rue David Johnston - Saisine du juge des référés du Tribunal Administratif aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 24 mai 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ M et Mme GARAUD - Péril imminent 293 cours Balguerie Stutenberg - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 03 juillet 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Monsieur Paul BEAUMARTIN- Péril imminent 1 Rue Achard - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 21 novembre 2013 prenant acte du désistement de la Ville de Bordeaux.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Monsieur DUFFAU - Péril imminent 115 Rue Berruer - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 05 aout 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Oralía la Pierre des deux rives représentant - SANNEQUIN - BRUS-HERPIN-HOFFMAN-MALHER BESSE-SOUBESTE- Péril imminent 46 quai de Bacalan - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 08 octobre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Madame Dominique BERNARD - Péril imminent 34 rue Permentade - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 07 octobre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Agence ERA - Syndic de copropriété de l'immeuble sis 12 rue de la Boétie à Bordeaux - Péril Imminent - Ville de Bordeaux c/ Madame Dominique BERNARD - Péril imminent 34 rue Permentade - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 22 octobre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>SCI DELBOS c/ Ville de bordeaux REP tendant à l'annulation de l'arrêté de Péril Ordinaire du 28 mai 2013 pris à l'encontre de la SCI DELBOS, en sa qualité de propriétaire de l'immeuble sis 107 rue Delbos à Bordeaux.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Madame LAFON - Syndic bénévole de copropriétaire - 13 rue Grand Rabin Joseph Cohen- Péril Imminent - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 05 novembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril non caractérisée.</p>

<p>Ville de Bordeaux c/SERGIMO - Péril imminent 138 quai des Chartrons- Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 12 novembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril non caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Madame Aline VERDALLE - PERIL IMMINENT - 15 rue Vantrasson - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 14 novembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril non caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ SCI du théâtre des bois - PERIL IMMINENT - 4, rue du Grand Rabbin Joseph Cohen - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 15 novembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ SCI du 23 rue des Trois Rois - PERIL IMMINENT - 22 rue des Ayres - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 25 novembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ AELIX IMMOBILIER - PERIL IMMINENT - 73 rue de Bègles- Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 26 novembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Monsieur LAFONT- 59 cité Dunoyer- Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 26 décembre 2013 nommant un expert. Imminence du péril caractérisée.</p>
<p>Monsieur le maire de Bordeaux(agissant au nom de l'Etat) c/ Monsieur Damien RAPOSO - Insalubrité - Saisine du TGI aux fins d'autoriser l'inspecteur de la Salubrité à pénétrer au domicile de Monsieur RAPOSO sis appartement n° 1013 - 84 rue Pierre Trébod</p>	<p>Ordonnance en date du 08 avril 2013 faisant droit à la requête de la Ville.</p>
<p>FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE</p>	
<p>Mme Hélène CLO c/ Ville de Bordeaux - Requête en référé suspension de l'arrêté du 24/11/2012 prononçant l'exclusion temporaire de fonction de Mme CLO pour une durée de 6 mois à compter du 01/12/2012</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif en date du 30 janvier 2013 rejetant la requête.</p>
<p>Mme Hélène CLO c/ Ville de Bordeaux - Requête en annulation de l'arrêté du 24/11/2012 prononçant l'exclusion temporaire de fonction de Mme CLO.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 12 novembre 2014 rejetant la requête.</p>

<p>M. Florent BORDESSOULLES c/ ville de Bordeaux - Recours en annulation de l'arrêté du 18/03/2013 portant refus de reconnaissance de maladie professionnelle et que soit enjoint à la Ville de prendre en charge cette pathologie au titre de la législation sur les risques professionnels.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux</p>
<p>M. PERALES c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de la décision du 24/04/2013 lui attribuant un congé de longue durée à compter du 31/07/2010 et demandant à ce que soit fait injonction à la Ville de prendre un nouvel arrêté le plaçant en CLD à compter du 31/07/2011 pour une 8 ans, que cette injonction soit assortie d'une astreinte de 80€ par jour de retard et que la Ville soit condamnée 3000 € au titre des frais irrépétibles.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux le 25 novembre 2014 rejetant la requête</p>
<p>Mme Hélène CLO c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de la décision du 08/04/2013 la plaçant en disponibilité d'office à compter du 13/04/2013 ainsi que des deux décisions du 06/05/2013 rejetant son recours gracieux aux fins d'abrogation de ladite décision et condamnation de la Ville à 3000 € de frais irrépétibles et aux dépens.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 12 novembre 2014 rejetant la requête.</p>
<p>Mme Cécile BOYER c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à obtenir le paiement de la NBI avec effet rétroactif à compter du 15/06/2010 pour les fonctions d'accueil exercées au sein de la bibliothèque de quartier TAUZIN et condamnation de la Ville au paiement de 500 € au titre des frais irrépétibles.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 9 décembre 2014 rejetant la requête</p>
<p>M. Jean François LHERETE c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à obtenir le paiement de la somme de 21017 € au titre d'une suspension injustifiée et 2000 € au titre des frais irrépétibles.</p>	<p>Affaire pendante.</p>
<p>M. Patrick DAYCARD c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation du jugement du 21/11/2012 du Tribunal administratif en ce qu'il a rejeté la requête de M. DAYCARD à ce que la Ville soit condamnée à lui verser 65245.12 € en réparation de ses préjudices du fait de son licenciement, 3500 € au titre des frais irrépétibles et que soit ordonnée la restitution du matériel lui appartenant et de ses effets personnels</p>	<p>Arrêt de la Cour administrative d'appel en date du 6 mai 2014 rejetant la requête de M. DAYCARD.</p>
<p>Mme MSELLATI c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de l'arrêté du 25/09/2012 prononçant son licenciement et que la Ville soit condamnée à lui verser 2000 € au titre des frais irrépétibles.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 30 avril 2014 rejetant la requête.</p>

<p>M. Eric THONNERIEUX c/ Ville de Bordeaux - Contestation de l'état antérieur de son genou gauche, la qualification de son arrêt de travail en maladie ordinaire du 14/09/2012 au 16/12/2012 et l'aptitude à la reprise de ses fonctions à compter du 16/12/2012.</p>	<p>Jugement du 11 décembre 2013 prononçant l'annulation de la décision en date du 29 janvier 2013 par laquelle la Ville de Bordeaux a refusé l'imputabilité des congés maladie de M. THONNERIEUX décomptés à partir du 14 septembre 2012 à son accident de travail,</p>
<p>M. Patrick CARSOULE c/ Ville de bordeaux - Demande de désignation d'un expert pour examiner M. CARSOULE et requête en annulation de la décision du 10/04/2013 en ce qu'elle prononce la consolidation de l'état de santé de cet agent à compter du 14/09/2012, que soit enjoint à la Ville de requalifier les arrêts de travail de cet agent et que la Ville soit condamnée à lui verser 1200 € de frais irrépétibles.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif en date du 28 mars 2014 rejetant la requête</p>
<p>Mme Sandrine PICHARD c/ Ville de Bordeaux - Pourvoi en cassation tendant à l'annulation de la décision implicite de rejet lui refusant le bénéfice d'une prime en 2006 et tendant à la reconnaissance de l'imputabilité au service d'un accident survenu le 28 avril 2005.</p>	<p>Ordonnance du Conseil d'Etat en date du 4 juin 2013 rejetant la requête motif tiré de son irrecevabilité</p>
<p>Mme Claire COUZIGOU c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de la décision de licenciement en date du 03/07/2013 de Mme COUZIGOU et condamnation de la Ville à lui verser 10500€ de dommages et intérêts pour licenciement illégal, 308.13€ d'indemnité de licenciement, 5500€ au titre de l'exécution déloyale de son contrat de travail, 607.77€ pour congés payés non pris et 2000€ au titre des frais irrépétibles.</p>	<p>Ordonnance du Tribunal Administratif du 30 juin 2014 prenant acte du désistement de la requérante</p>
<p>Syndicat Départemental CFDT-INTERCO de la Gironde c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de la décision de rejet explicite en date du 27/02/2013 de la demande de retrait de la délibération n°2012/708 du 17/12/2012 portant transformation du poste de conservateur en chef pour permettre d'accueillir un agent non titulaire et de fait de cette délibération.</p>	<p>Jugement du Tribunal Administratif du 9 décembre 2014 annulant la délibération.</p>
AUTRES CONTENTIEUX	
<p>Association de lutte contre l'affichage publicitaire illégal en Aquitaine c/ Ville de Bordeaux - Recours en annulation de la décision de rejet de la Ville de Bordeaux de procéder à la dépose de mobiliers urbains supportant de la publicité installés sur l'emprise de voies ouverte à la circulation publique.</p>	<p>Requête rejetée par le Tribunal Administratif</p>

<p>SCI INVESTISSEMENT LOCATIF PARIS PROVINCE c/ Ville de Bordeaux - assignation de la Commune de Bordeaux devant le Tribunal de Grande Instance tendant à faire constater que la démolition par les services de la Ville du mur de taille édifié en fond de parcelle RY2 sis 44 rue de faïencerie constituait une voie de fait et à obtenir réparation pour le préjudice subi.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal de Grande Instance</p>
--	---

Affaires traitées 2014	Etat de l'affaire
URBANISME	
SARL FIRST INVEST c/ Commune de Bordeaux - Requête en référé tendant à la suspension de l'arrêté du 16 octobre 2013 par lequel le Maire a refusé le permis de construire n° PC 033 063 13 Z 0415 demandé par la SARL FIRST INVEST pour la construction d'une maison au 100, rue du Petit Cardinal	Ordonnance du 7 mars 2014 prononçant la suspension du permis.
Madame Marie-Christine BLIN / Commune de Bordeaux - Recours en annulation déposé par Mme BLIN à l'encontre de la déclaration préalable de travaux n° DP 033 063 13Z1863 accordée le 30 octobre 2013 à Mme Magali DELLA SUDDA pour des travaux de réfection de la toiture de sa maison sise 147, rue Bauducheu à Bordeaux	Affaire pendante.
Monsieur Eric MARTIN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de refus de la déclaration préalable n° DP 03306313Z1660 déposée par Monsieur Eric MARTIN pour le remplacement de menuiserie de son appartement sis 72 rue Servandoni	Affaire pendante.
Commune de Bordeaux c/ SARL FIRST INVEST - Pourvoi en cassation de l'ordonnance du 7 mars 2014 par laquelle le juge des référés a suspendu la décision du 16 octobre 2013 de refus du permis de construire n°033 063 13 Z0415 demandé par la SARL FIRST INVEST pour la construction d'une maison au 100, rue du Petit Cardinal + Demande de sursis à exécution de l'ordonnance + Demande de révision de l'ordonnance du 7 mars 2014	Décision du 9 juillet 2014 rejetant le pourvoi/décision en date du 12 juin 2014 rejetant la demande de révision.
Monsieur et Madame Guy VEZIN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 13 Z 0489 accordé le 25 novembre 2013 à la Société ICB pour la construction de logements sur un terrain sis 47-49 rue Caillou	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif.
Madame Marie-Christine BLIN c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de non opposition de la déclaration préalable n° 033 063 13Z2506 accordé à Mme DELLA SUDDA pour des travaux de réfection de la toiture de la maison sis 147 rue Bauducheu	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif

<p>Monsieur et Madame Gilles FRONTY c/ Commune de Bordeaux - Requête en référé tendant à la suspension du permis de construire n°033 063 13 Z0502 accordé le 9 décembre 2013 à Madame Sophie ARDOUIN en vue de la construction d'une maison individuelle sur un terrain situé 5 rue du Général Gouraud à Bordeaux</p>	<p>Ordonnance de rejet de la requête en suspension.</p>
<p>Monsieur et Madame Gilles FRONTY c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 12 Z0502 accordé le 9 décembre 2013 à Mme Sophie ARDOUIN en vue de la construction d'une maison individuelle sur un terrain situé 5, rue du Général Gouraud</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif.</p>
<p>Monsieur Patrick DEPUNTIS c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 63 13 Z0198 B accordé le 9 janvier 2014 à M. CHAMPEIL dans le cadre d'un projet de construction sis 3 avenue Félix Faure</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>M. et Mme Philippe GARRIGUE et autres c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°033 063 12 Z0435 accordé le 13 février 2013 à la SCCV Résidence Séquoia pour la construction d'un immeuble collectif sur un terrain sis 103 à 113 rue du vélodrome et 148 bis rue d'Eysines</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Monsieur Rémy LEMEE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 13Z 0463 accordé le 28 janvier 2014 au Crédit Agricole Immobilier pour des Travaux de démolition, entretien et de création de logement sur un terrain sis 128-130 cours de la Somme</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif.</p>
<p>LA SCP COSTE VIDAL COSTE ET LEBRIAT c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision par laquelle le Maire a refusé le permis de construire n° 033 063 13Z0356 demandé par la SCP Coste, Vidal, Coste et Lebriat pour des travaux de réhabilitation d'un immeuble d'habitation situé 46 place Gambetta</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>SCI BLANQUI 28 c/ Commune de Bordeaux - recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 13Z 0252 accordé le 15 janvier 2014 à la SAS FRADIN pour la construction de logements et de locaux commerciaux sur un terrain situé rue Blanqui (Ilot B3/lot 4)</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>

<p>Monsieur Pascal POUILLOUX c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire modificatif n° 033 063 12Z 0705A délivré le 7 février 2014 à l'OPA Aquitanis dans le cadre d'un projet de construction de logements sur un terrain sis 102, avenue Emile Counord</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>LA SCI OLLIE BOULIE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 13 Z0234 accordé le 2 septembre 2013 à Mme Carinne RAPP pour la construction d'un logement sur un terrain sis 38, rue Roborel de Climens à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif.</p>
<p>Monsieur Marc POSTOLLEC c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire modificatif n° PC 033 063 11 Z0852 A accordé le 20 décembre 2013 à madame Caroline BAUGAS pour des travaux de surélévation et de rénovation intérieur de sa maison sise 5, rue Henry DEFFES à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Madame Anne-Marie Rose GAUDUCHOU c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la déclaration préalable de travaux n° DP 033 063 12 Z 2065 accordée à la SNC MOLLAT FRERES pour des travaux de réhabilitation d'un ancien garage en salle de conférences sur un terrain sis 88 rue de la Vieille Tour à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Madame Annick VIGNOBOUL c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 13 Z 0460 accordé le 12 novembre 2013 à M. Stéphane CORFIAS et du permis de construire modificatif du 17 mars 2014, concernant des travaux de création d'une terrasse extérieure et d'extension d'un appartement sis 21 rue Teulère à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif.</p>
<p>Monsieur Patrick DEPUNTIS c/ Commune de Bordeaux - Requête tendant à l'annulation du permis de construire n°13Z0198 accordé le 5 juillet 2013 à M. CHAMPEIL pour la construction d'une maison sur un terrain sis 3, avenue Félix FAURE,</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Monsieur et Madame Michel CABROL c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision du 26 septembre 2013 valant non opposition de la déclaration préalable n° DP 033 063 13 Z 1691 déposée pour la modification d'un conduit situé sur un immeuble sis 101 bis rue Mazarin</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>

<p>Monsieur Jérôme VIGUIER c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 13 Z 0463 accordé le 28 janvier 2014 au Crédit Agricole Immobilier pour des travaux de démolition d'extension et de création de logements sur un terrain sis 128-130 Cours de la Somme</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif.</p>
<p>M. et Mme BOUVIER c/ Commune de Bordeaux - Appel du jugement du 3 avril 2014 par lequel le TA a prononcé un non lieu à statuer sur la demande d'annulation du PC 03306311Z0611 accordé le 7 octobre 2011 à M. DUFOUR pour la construction d'une maison individuelle sur un terrain sis 25 rue Savigné-Chanteloup, et a rejeté la requête en annulation du PC 03306312Z0302 délivré le 3 août 2012</p>	<p>Affaire pendante.</p>
<p>SARL FIRST INVEST c/ Commune de Bordeaux - Recours en annulation de l'arrêté du 16 octobre 2013 par lequel le Maire a refusé le permis de construire n° PC 033 063 13 Z 0415 demandé par la SARL FIRST INVEST pour la construction d'une maison au 100, rue du Petit Cardinal</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>M. et Mme Karim HENIA c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 03306313Z0295 délivré le 26 septembre 2013 à la SCI 314 BTF pour la construction de logements sur une parcelle sis 314 avenue Thiers à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Monsieur Julien LEBON c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 03306313Z0418 délivré le 22 octobre 2013 à M. David DELABI pour la construction de logements sur un terrain sis 16, rue Paul Verlaine</p>	<p>Jugement du 8 janvier 2015 rejetant la requête.</p>
<p>Monsieur Patrick DEPUNTIS c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°13Z0198 accordé le 5 juillet 2013 à M. CHAMPEIL pour la construction d'une maison sur un terrain sis 3, avenue Félix FAURE, ainsi que du permis de construire modificatif du 6 novembre 2013</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Monsieur Thomas GUILON c/ Ville de Bordeaux - Requête en appel du jugement du 7 novembre 2013 par lequel le Tribunal Administratif a rejeté la requête en annulation de l'arrêté interruptif de travaux n°201105832 du 4 avril 2011 concernant des travaux entrepris sur un terrain sis 103 cours de l'Yser</p>	<p>Affaire pendante.</p>

<p>Monsieur Eric PRUDHOMME c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 12 Z 0245 accordé le 5 juillet 2012 à M. et Mme BOYE pour la construction d'une maison individuelle 82, rue Victor Billon, et de son modificatif délivré le 17 juillet 2013</p>	<p>Affaire pendante.</p>
<p>ASSOCIATION DES RIVERAINS DE L IMPASSE GUILLOT c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 13 Z0562 accordé le 26 juin 2014 à la SARL Vents & Marées pour des travaux de changement de destination de garages en local à usage artisanal sur un terrain sis 19 impasse Fontaine de Guillot à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Monsieur et Madame Laurent BERGERUC c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 033 063 13 Z0336 accordé le 5 mars 2014 à la SARL BERNARD MAGREZ LUXURY HOTELS pour des travaux d'aménagement d'un hôtel restaurant sur un terrain sis 10 rue Labottière à Bordeaux</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>SCI LA SOURCE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 13 Z0428 accordé à la SA EMMA AQUITAINE pour une opération de réhabilitation d'un immeuble sis 5, quai de Queyries à Bordeaux.</p>	<p>Ordonnance du 19 mars 2014 donnant acte du désistement de la requérante</p>
<p>Monsieur et Madame HENIA c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z 0001 du 11 mars 2014 accordé à la SCI 314 BTF pour des travaux de réhabilitation et de construction de logements sur un terrain sis 314 avenue Thiers.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>SCI SAPHIRA c/ Groupe Thierry OLDAK - Appel du jugement du 17 juillet 2014 par lequel le Tribunal administratif a annulé le permis de construire modificatif n° 05Z1686 D délivré le 30 avril 2012 à la SCI SAPHIRA pour des travaux de réalisation de logements et de commerces dans un immeuble sis 35-43 rue Porte-Dijeaux et 4-6 place Puy-Paulin.</p>	<p>Affaire pendante devant la Cour Administrative d'Appel</p>
<p>Ville de Bordeaux c/ Monsieur Le Bruchec - Requête en appel du jugement du 23 octobre 2014 par lequel le Tribunal administratif a annulé le permis de construire n° PC 033 063 12 Z0105 accordé le 4 juin 2012 à la SA Domofrance pour la construction d'un logement collectif et d'un local commercial sur un terrain sis 20 à 26 rue Leupold.</p>	<p>Affaire pendante la Cour Administrative d'Appel</p>

Monsieur Olivier Jean Nicolas DEVEZE c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 033 063 14 Z 0006 accordé au nom de l'Etat le 19 mai 2014 à Monsieur CARNEL pour des travaux de démolition de l'habitation existante et la création d'un immeuble sur le terrain sis 317 boulevard Jean Jacques Bosc à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Madame Stéphanie MARTELL c/ Commune de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision du 29 janvier 2013 par laquelle le Maire s'est opposé à la demande de permis de construire modificatif n° PC 33 063 07 Z 0451 A demandé par Madame Stéphanie MARTELL pour le remplacement des menuiseries extérieures de la maison sise 9 rue Jean Sabarots à Bordeaux	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
COMMANDE PUBLIQUE	
Société XYZ c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel tendant à obtenir l'annulation de la procédure de passation du marché public "Cité des civilisations du vin" - Productions audiovisuels et multimédia - Phase 1 - Lot 2 - 2014-101	Ordonnance du 26 mars 2014. Annulation de la procédure de passation du marché.
Société BOAT SCULPTING c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation de la décision implicite de la Ville de Bordeaux rejetant la demande indemnitaire	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Société PSI INFO c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel tendant à obtenir l'annulation de la procédure de passation d'un marché public portant sur l'achat d'équipements et de solutions numériques pour l'éducation	Ordonnance en date du 18 novembre 2014 - Annulation du marché public et condamnation de la Ville au paiement de 1000€ au titre des frais irrépétibles
Société OFFICE XPRESS c/ Ville de Bordeaux - Référé précontractuel tendant à obtenir l'annulation la procédure de passation d'un marché public	Ordonnance en date du 9 décembre 2014 prenant acte du désistement de la société OFFICE XPRESS
Société ALTEAS c/ Ville de Bordeaux référé précontractuel marché d'assurances DO/CCRD TRC du Muséum d'Histoire Naturelle	Ordonnance en date du 23 décembre 2014 rejet de la requête de la Société ALTEAS
REFERE	
M. Amine HOUARI c/ Ville de Bordeaux - Référé suspension contre l'arrêté municipal du 19 mars 2014 ramenant à 20 heures la fermeture de l'établissement "Am'Métiss"	Ordonnance en date du 15 avril 2014 - Rejet de la requête de M. HOUARI
M. Amine HOUARI c/ Ville de Bordeaux - Recours en annulation contre l'arrêté municipal du 19 mars 2014 ramenant à 20 heures la fermeture de l'établissement "Am'Métiss"	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif

Ministère de la Justice c/ Cabinet Richard Rogers Partnership et autres - Désordres affectant le parvis et l'escalier du Palais de Justice - Référé expertise	Procédure d'expertise en cours.
Mme Ingrid AROUT c/ Ville de Bordeaux - Chute rue Sainte Catherine le 28 janvier 2013 - Demande de désignation d'un expert	Procédure en cours.
M. Yves BROQUERE c/ Ville de Bordeaux - Réformation du jugement du Tribunal administratif en date du 17 décembre 2013	Affaire pendante devant la Cour Administrative d'Appel
Mme Odette GATT c/ Ville de Bordeaux - Chute à l'Opéra de Bordeaux le 31 mars 2012 - Requête en référé aux fins de désignation d'un expert	Ordonnance en date du 5 juin 2014 - Rejet de la requête de Mme GATT
Mme Odette GATT c/ Ville de Bordeaux - Appel de l'ordonnance en date du 5 juin 2014 ayant rejeté sa requête aux fins de désignation d'un expert	Ordonnance de rejet du juge d'appel des référés.
Ville de Bordeaux c/ Communauté Urbaine de Bordeaux et Société de Gestion de l'Assainissement de la Communauté Urbaine - Référé préventif avant travaux Museum d'Histoire Naturelle	Ordonnance en date du 7 juillet 2014 désignation d'un expert.
M. David FRIZJER c/ Ville de Bordeaux - Péril imminent - Immeuble sis 62 rue Bouffard - Saisine du juge des référés aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 2 avril 2014 nommant un expert. Péril non imminent.
BAROKEL Immobilier c/ Ville de Bordeaux - Péril imminent - Immeuble sis 35 rue Jean Renaud Dandicolle - Saisine du juge des référés aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 29 avril 2014 nommant un expert. Péril non imminent.
Mme Hélène BAYLET - Péril imminent - Immeuble sis 11 rue Dubessan - Saisine du juge des référés aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 7 août 2014 nommant un expert. Péril non imminent.
Monsieur le Maire de Bordeaux (agissant au nom de l'Etat) c/ Zarah KAABOUD. Insalubrité - Saisine du TGI de Bordeaux en référé aux fins d'autoriser les inspecteurs de salubrité à pénétrer dans l'immeuble sis 49 rue Billaudel	Ordonnance autorisant les services à pénétrer.
Monsieur le Maire de Bordeaux (agissant au nom de l'Etat) c/ M. CHARBONNEL. Insalubrité - Saisine du TGI de Bordeaux en référé aux fins d'autoriser les inspecteurs de salubrité à pénétrer dans l'immeuble sis 18 rue des Cèdres	Ordonnance autorisant les services à pénétrer.
Commune de BORDEAUX c/ Coste Immobilier , Agence A Immo 2000 - PERIL IMMINENT - 37 rue Poquelin Molière - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 14 février 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur Nicolas ROUZE - PERIL IMMINENT - 4 rue du Port - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 26 février 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.

Commune de Bordeaux c/ M. David LUTARD - 6 impasse Maucouyade - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 06 mars 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur Echo Etienne et M. Jean-Luc FAUCHER - PERIL IMMINENT - 7 rue Duplessy - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 04 Mars 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ MME LEYDET et M. ROCHE - PERIL IMMINENT - 31-32 quai Richelieu - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 30 juin 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ Madame Ariane GARDE- PERIL IMMINENT - 33 rue Chevalier - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 30 septembre 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ SCI LACOSTE ARGONNE- PERIL IMMINENT - 49 cours de l'Argonne - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 08 octobre 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ Cabinet d'architecture Métaphores et autres- PERIL IMMINENT - 38 quai de Bacalan - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 30 septembre 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ SCI SHERA - PERIL IMMINENT - 4 cours de la Marne - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 28 octobre 2014 nommant un expert. Péril imminent non caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ SCI PAVILLON DUBOURDIEU - PERIL IMMINENT - 43-47 rue Dubourdieu - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 15 octobre 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ Madame Ida DERES - PERIL IMMINENT - 21 rue Canis- Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 15 octobre 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ Madame Sylvie GUIZERIX - PERIL IMMINENT - 7 rue Traversanne - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 28 octobre 2014 nommant un expert. Péril imminent non caractérisé.

Commune de BORDEAUX c/ Monsieur Yves ESTRADE - PERIL IMMINENT - 38 cours Portal- Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 24 janvier 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
Commune de BORDEAUX c/ SCI PLANTEROSE - PERIL IMMINENT - 59 rue Elie Gintrac - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Commune de Bordeaux C/ AGESTYS Commune de BORDEAUX c/ AGESTYS - PERIL IMMINENT - 47 cours Georges Clémenceau - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 06 Novembre 2014 nommant un expert. Péril imminent caractérisé.
AGESTYS c/ Commune de Bordeaux - Assignation en référé expertise devant le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux - Détermination des responsabilités afférentes pour les désordres de l'immeuble sis 16 rue Canihac.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 17 mars 2014 désignant un expert
Era Immobilier Grand 10 Immo c/ Commune de Bordeaux - Assignation en référé expertise - Détermination des responsabilités afférentes pour les désordres de l'immeuble sis 12 rue de la Boétie.	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 16 juillet 2014 désignant un expert
BOUYGUES IMMOBILIER c/ Commune de Bordeaux et autres - Assignation en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de construction d'une résidence de tourisme d'affaires située sur l'Ilot C3 de la ZAC des bassins à Flots à BORDEAUX (rue des étrangers / Rue de Gironde).	Affaire pendante devant le Tribunal de Grande Instance
SA BP 3000 c/ Commune de Bordeaux et autres - Appel produit à l'encontre de l'ordonnance rendue le 12/05/2014 par le TGI de Bordeaux visant à étendre les missions de Monsieur COLAS, expert nommé par ordonnance du 25/11/2013 dans le cadre de la procédure de référé préventif avant travaux d'aménagement de la Place André Meunier.	Affaire pendante devant le Tribunal de Grande Instance
BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT C/ Commune de BORDEAUX et autres - référé préventif avant démolition de l'école de santé navale sis 145-149 cours de la Marne et cours Barbey à Bordeaux	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 21 juillet 2014 désignant un expert.
AQUITANIS C/ Commune de BORDEAUX et autres - Assignation en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de construction de la résidence Sociale MOHAMED MECHTI, sis 5 rue Permentade à BORDEAUX (Parcelle cadastrale n°185)	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 06 octobre 2014 désignant un expert.
Référé expulsion - Caravanes sis Boulevard Aliénor d'Aquitaine / Quartier 1 Bordeaux Maritime	Abandon en cours de procédure. Règlement à l'amiable

Commune de BORDEAUX c/ Monsieur Ahmed BENNACEUR - Référé expulsion visant à faire cesser une occupation irrégulière du local sis 117 cours Victor Hugo, générant un trouble manifestement illicite au droit de propriété de la Ville. - article 809 al.1 NCPC	Affaire pendante devant le Tribunal de Grande Instance
Madame Hourat FOUIRAT c/ Commune de BORDEAUX - Requête en Référé Expertise médicale suite à l'accident du 21 mai 2014	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Monsieur Moshine BENGEBARA c/ Commune de BORDEAUX - Requête en Référé Expertise médicale suite à l'accident du 4 novembre 2008	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur SEMETHEYS - PERIL IMMINENT - 89 cours de la Somme/ 2 impasse Sale - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 03 décembre 2014 nommant un expert. Abandon de procédure
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur HASSOIN AHDAR - SQUAT - Requête en référé tendant à l'expulsion du squat quai DESCHAMPS sous le pont SNCF	Ordonnance du 12 décembre 2014 faisant droit à la requête de la Ville
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur Christian DEGRAVE- PERIL IMMINENT - 25 rue Latour - Saisine du juge des référés du TA aux fins de désignation d'un expert pour caractériser l'imminence du péril.	Ordonnance du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 20 janvier 2015 nommant un expert.
SNCF c/ RFDF - Commune de BORDEAUX et autres- assignation en référé préventif aux fins de désignation d'un expert avant la réalisation de travaux	Rapport d'expertise du 19/11/2014
EHPAD TERRE NEGRE c/ Ville de Bordeaux - Assignation en référé préventif aux fins de désignation d'un expert avant la réalisation de travaux de démolition, restructuration et réhabilitation de 193 lits	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Commune de Bordeaux c/ BMA et autres - Requête en référé préventif aux fins de désigner un expert missionné pour constater l'état des immeubles mitoyens et prescrire les mesures conservatoires utiles avant la réalisation des travaux de démolition du collège Babey préalablement à la réalisation du groupe scolaire Barbey, 5 cours Barbey à Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	
M. David WAVRANT c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation du jugement du 19 novembre 2013 par lequel le TA a rejeté sa demande d'annulation de la décision implicite de rejet de promotion au grade de brigadier chef principal, à l'injonction faite à la Commune de Bordeaux de réexaminer sa nomination, à la condamnation de la Ville à lui verser 35000 euros à titre de dommages et intérêts et 2000 euros au titre des frais irrépétibles	Ordonnance de la Cour administrative d'appel du 25 novembre 2014 prenant acte du désistement de l'agent

Madame Mélanie COLOMBEL c/ Ville de Bordeaux - Requête en référé tendant à la désignation d'un expert aux fins de procéder à l'examen clinique de la requérante	Ordonnance du 27 août 2014 désignant le Docteur Jean-Pierre FACCHINI, chirurgien orthopédiste, en qualité d'expert, aux fins de procéder à l'examen médical de Mme Mélanie COLOMBEL et déterminer l'évolution de la pathologie.
Mme Marie-Agnès BARATON c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 12 décembre 2013 portant sanction disciplinaire de mise à pied de trois jours, sa réintégration dans ses droits à avancement, l'attribution de la médaille d'honneur et la prime y afférent	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
M. Noceded BENAMMAR c/ Ville de Bordeaux - Requête tendant à l'annulation de la décision en date du 7 mars 2014 prononçant la révocation de M. BENAMMAR et à la condamnation de la Ville à lui verser 1000 euros au titre des frais irrépétibles	Ordonnance du 20 août 2014 prenant acte du désistement du requérant.
M. Aziz BELKHIR c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à l'annulation des décisions du Maire en date du 24 septembre 2013 et du 25 mars 2014 refusant au requérant un congé de formation professionnelle et à enjoindre le Maire de Bordeaux d'accepter sa demande de congé pour formation professionnelle et de lui verser 85% de son salaire brut pendant 12 mois à compter du début de sa formation	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Mme Hélène CLO c/ Ville de Bordeaux - Requête en référé tendant à la suspension de l'arrêté en date du 2 juin 2014 par lequel M. le Maire a décidé d'exécuter la sanction disciplinaire portant exclusion temporaire de fonctions pour 6 mois et à la condamnation de la Ville de Bordeaux à verser à Mme CLO la somme de 3 000 euros au titre des frais irrépétibles.	Ordonnance du Tribunal Administratif en date du 1er septembre 2014 rejetant la requête.
Mme Sandrine PICHARD c/ Ville de BORDEAUX - Requête tendant à l'annulation de la décision du Tribunal Administratif du 25 mars 2014 rejetant la requête de Mme PICHARD aux fins d'annulation de l'arrêté du 29 septembre 2011 par lequel le maire de Bordeaux lui a infligé un blâme	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
AUTRES CONTENTIEUX	
SARL LA PIE COLETTE c/ Commune de Bordeaux - Référé suspension-autorisation d'occupation du domaine public	Rejet de la requête
Monsieur Philippe DUFRENOY c/ Commune de BORDEAUX - Recours visant à l'annulation de l'arrêté municipal du 05 06 2014 n°20140985 créant des arrêts de bus ligne 6 en 3 points rue de la Course.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif

Monsieur Philippe DUFRENOY c/ COMMUNE DE BORDEAUX - Recours visant à l'annulation de l'arrêté municipal du 05 06 2014 n°201409854 Créant des arrêts de bus ligne 5 en 3 points rue de la Course.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Ordonnance sur requête aux fins de désignation d'Huissier autorisé à enregistrer le spectacle du 26 janvier 2014 de Monsieur Dieudonné M'bala M'bala- Article 423 et suivants du CPC	Ordonnance du Tribunal de Grande Instance du 31 janvier 2014 faisant droit à la requête de la Ville et autorisant un huissier de justice à établir un constat
Monsieur Jean-Christophe GINESTE c/ Commune de BORDEAUX - Recours pour excès de pouvoir formé à l'encontre de la décision implicite de rejet opposée au recours administratif de Monsieur GINESTE du 27/03/2014 visant à faire enlever un horodateur implanté devant son domicile, sis 23 rue Tanesse à BORDEAUX.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Monsieur Sébastien CANO c/ Commune de BORDEAUX - Référé Urgence visant à la suspension de l'arrêté n° 201403381 du 3 mars 2014 du Maire de Bordeaux prescrivant une sanction suite à la décision prise par la Commission Communale des taxis en formation disciplinaire pour un retrait de l'autorisation municipale pour une durée ferme de 3 mois.	Ordonnance du 20 mai 2014 - Rejet de la requête
Monsieur Sébastien CANO c/ Commune de BORDEAUX - Recours en annulation formé à l'encontre de l'arrêté n° 201403381 du 3 mars 2014 du Maire de Bordeaux prescrivant une sanction suite à la décision prise par la Commission Communale des taxis en formation disciplinaire pour un retrait de l'autorisation municipale pour une durée ferme de 3 mois.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Syndicat Professionnel de la restauration itinérante et événementielle c/ Commune de BORDEAUX tendant à obtenir l'annulation de la décision de rejet du 12 juin 2014 par laquelle la Ville de Bordeaux refuse d'accorder une dérogation pour l'utilisation du gaz pendant l'édition 2014 de la Foire Internationale de Bordeaux.	Affaire pendante devant le Tribunal Administratif
Monsieur Johann SENECHAL c/ Commune de BORDEAUX - Requête en Référé Expertise médicale suite à l'accident du 15 juin 2013 - défaut d'entretien d'un ouvrage public	Ordonnance du 19 janvier 2015 mettant hors de cause la Ville de Bordeaux
Commune de BORDEAUX c/ Monsieur LHERMITTE et autres - Requête en référé tendant à l'expulsion du squat située face au numéro 105, quai de Queyries à BORDEAUX - Hangar BORIFER	Ordonnance du 24 novembre 2014 faisant droit à la requête de la Ville
Monsieur Philippe Dietrich c/ Commune de Bordeaux - action en contrefaçon sur la marque "PASS SENIOR"	Affaire pendante devant le Tribunal de Grande Instance

<p>SELARL MALMEZAT - PRAT LIQUIDATEUR DE MME DOMINIQUE BERNARD c/ Commune de BORDEAUX Recours visant à l'annulation de l'arrêté n° 201316225 du 19 septembre 2013 portant interdiction d'accès, d'usage et d'habitation de l'immeuble sis 34 rue Permentade à Bordeaux.</p>	<p>Affaire pendante devant le Tribunal Administratif</p>
<p>Commune de Bordeaux c/ Monsieur MATHEY - requête en appel à l'encontre du jugement du 4 février 2014 portant annulation de l'arrêté municipal du 12 avril 2012 d'hospitalisation d'office de Monsieur MATHEY.</p>	<p>Affaire pendante devant la cour administrative d'appel.</p>